



RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES ROB 2025



**CONSEIL MUNICIPAL
DU 04 02 2025**



- Le Débat d'Orientations Budgétaires doit se tenir dans les 10 semaines précédents l'adoption du budget des collectivités et établissements en M57. Le budget de la ville sera présenté en séance du conseil municipal du 25 mars 2025.

LES FONDEMENTS LEGAUX DU ROB

- La loi ATR du 6 février 1992 a créé l'obligation d'organiser un débat d'orientation budgétaire (DOB) dans les communes de +de 3 500 habitants. Il s'appuie sur un rapport d'orientation budgétaire (ROB) présenté en conseil municipal dans les 2 mois précédant le vote du budget.
- La loi NOTRe du 7 août 2015 a modifié l'article L 2312-1 du CGCT qui précise désormais que dans les communes de plus de 10 000 habitants, le ROB comporte aussi une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses de personnel et des effectifs. Il précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

LES OBJECTIFS DU ROB

Il permet au conseil municipal:

- D'appréhender l'environnement économique international et national dans lequel évolue la collectivité (source Caisse d'Epargne)
- De prendre connaissance de la situation financière rétrospective de la collectivité
- D'être informé sur la prospective financière et de pouvoir débattre sur les grandes orientations budgétaires à venir

1 - Principales mesures relatives aux collectivités locales et Rétrospective financière 2020-2023 - diapos 3 à 20

2 - Masse salariale, effectifs et temps de travail - diapos 21 à 30

3 - Prospective financière 2024-2027 - diapos 31 à 43

Ces dernières années, notre collectivité a dû faire face à des événements majeurs aux lourdes conséquences financières, comme la crise du COVID-19 et l'inflation énergétique liée à la guerre en Ukraine. Nous avons su nous adapter à ce contexte incertain en optimisant nos ressources et en acceptant une dégradation maîtrisée de notre trajectoire financière, afin de tenir les engagements de notre mandat.

Cependant, ces efforts sont aujourd'hui fragilisés par la contribution que l'État souhaite imposer aux collectivités pour réduire le déficit public.

A ce jour, le projet de loi de finances pour 2025 n'a pas pu être adopté, en raison de la démission du gouvernement à la suite du vote d'une motion de censure début décembre. Aussi les mesures envisagées par le PLF 25 ne pourront entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2025. Une loi spéciale, à périmètre restreint, qui ne remplace pas le budget, est intervenue pour gérer cette situation provisoire.



Face à cet environnement incertain, nous avons décidé d'adopter un scénario pessimiste en intégrant les efforts envisagés:

Ainsi, conformément au projet de loi de finances pour 2025, présenté en octobre 2024 au conseil des ministres, nous avons intégré l'hypothèse d'une diminution du FCTVA de 16,404% à 14,85% à compter de 2026 sur les dépenses de 2025 ainsi qu'une hausse du taux de cotisation patronale de la CNRACL à hauteur de 4 points à compter de mai 2025.

Si ces mesures, encore en discussion au Parlement, sont prolongées au-delà de 2025, elles entraîneront une réduction durable de notre capacité d'action, affectant inévitablement nos services publics et nos investissements.

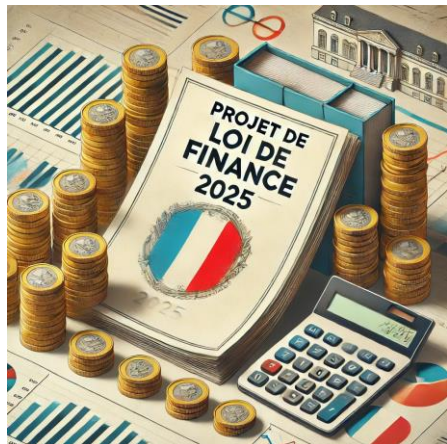
Éléments de Contexte et principales mesures relatives aux collectivités locales

En 2023, le déficit public s'est élevé à 5,5 % du PIB, après 4,7 % en 2022. Le creusement du déficit en 2023 s'explique par trois facteurs : une faible croissance spontanée des prélèvements obligatoires après deux années exceptionnelles post-covid, la poursuite de baisses d'impôts pour plus de 10 milliards €, enfin les dépenses publiques hors mesures exceptionnelles et hors charges d'intérêts ont continué d'augmenter à un rythme nettement supérieur à l'inflation.

En 2024, le déficit public devrait atteindre 6,1 % (contre 4,4 % dans le PLF et 5,5 % dans le Programme de stabilité), **ce qui marquerait un second dérapage consécutif pour le gouvernement**, inhabituel en dehors des périodes de crise. Pour 2025, l'objectif initial de ramener le déficit public à 5% sous le gouvernement Barnier a été revu début janvier par le nouveau gouvernement Bayrou à 5,4%.

C'est dans ce contexte que **le gouvernement visait un effort de redressement budgétaire de 60,6 milliards €** (~2 points de PIB) en 2025 pour ramener le déficit public à 5 %. Le « cocktail budgétaire » gouvernemental comprenait un effort de 41,3 milliards € de réduction des dépenses et 19,3 milliards € de hausses d'impôts avec une croissance du PIB attendue à 1,1 %.

Début septembre, des déclarations de ministres démissionnaires avaient mis en cause la gestion des collectivités alors que se révélait l'état désastreux des finances publiques. Les collectivités devront être mises à contribution.



Un objectif **de 5 milliards €** de ponction sur les collectivités se dessinait alors au travers de trois dispositifs :

- pour 3 milliards €, un mécanisme imposé à 450 grandes entités qui vise à constituer un fonds de réserve.
- On y ajoute une reprise de la dynamique de TVA d'environ 1,2 milliard € et une réduction des remboursements du fonds de compensation de la TVA pour 800 millions €.
- Le Fonds vert, quant à lui perdrait 60 % de son enveloppe.

F. Bayrou a finalement annoncé le 14 janvier dernier que l'effort sur les collectivités locales serait ramené à 2,2 milliards.

Dotation globale de fonctionnement (DGF)

La DGF est la principale dotation de l'État au profit des collectivités locales. En 2024, comme en 2023, l'enveloppe de la DGF a été abondée de 320 M€. Le Projet de loi de finances pour 2025 ne reconduit pas cette hausse et prévoit un montant de DGF stable par rapport à 2024. Stabilité en valeur à 27,2 Mds € avec une minoration importante de 487 millions € des variables d'ajustement, supportée par l'ensemble des niveaux de collectivités.

Pour rappel, le volet péréquation ne concerne que les collectivités qui perçoivent de la DSU ou de la DSR.

Au sein de la DGF, la DSU serait majorée de 140 M€ et la DSR de 150 M€.

La ville ne sera donc pas bénéficiaire de hausse à ce titre.

Ces majorations seraient financées par écrêtement de la dotation forfaitaire des communes.



Diminution du taux de FCTVA

Pour 2025, le montant du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) est prévu en diminution de 258 millions €. En effet, il est prévu une baisse du taux de compensation forfaitaire : celui-ci est fixé à 14,850 % pour les attributions versées à partir du 1er janvier 2025 contre 16,404 % en 2024. De plus, cet article indique l'exclusion des dépenses de fonctionnement de l'assiette éligible et notamment les dépenses d'entretien des bâtiments, l'objectif étant de recentrer le FCTVA sur l'investissement public local. Pour Pacé sur 2026 au titre des dépenses 2025 cela représente une perte de recettes d'environ 150 k€.



Hausse de 4 points du taux de cotisation employeur CNRACL

Une mesure issue du Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale impose la réduction du déficit de la CNRACL, initialement excédentaire mais ayant contribué largement au financement d'autres régimes de retraite déficitaires jusqu'à devenir elle-même déficitaire (mais moins que les autres). Cette mesure impacte la masse salariale des employeurs territoriaux et hospitaliers et obère les espoirs d'une revalorisation salariale positive de ces personnels actifs. Pour Pacé cela représente un surcoût d'environ 97 k€ en année pleine.

Gel de la dynamique de la TVA transférée

La TVA transférée aux collectivités (compensation TH et CVAE) sera gelée en 2025, basant le montant transféré sur la TVA de l'année précédente (N-1).

Instauration et affectation d'un fonds de réserve au profit des collectivités territoriales

Afin que les collectivités territoriales contribuent à l'effort de redressement des finances publiques et pour accentuer la péréquation entre collectivités, il est proposé la création d'un prélèvement sur les montants d'imposition qui leur sont reversés à partir de 2025.

Un prélèvement sera opéré sur les collectivités dont les dépenses de fonctionnement dépassent 40 M€, à hauteur de 3 Mds€ au total.

A partir de 2026, la mise en réserve sera utilisée par tiers pour financer le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC), le fonds national de péréquation des DMTO (FNP DMTO) et le fonds de solidarité régional (FSR).

Pacé n'est pas concerné par cette mesure.



Réduction des aides pour la transition écologique: Nette diminution du fonds vert:

Le PLF prévoit que le fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires, appelé aussi fonds vert, soit de 1 milliard € en 2025.

Pour rappel, il était de 2,5 milliards € en 2024 et 2 milliards € en 2023, année de création du fonds.

Le "Fonds vert" destiné à financer des projets écologiques sera fortement réduit, passant de 2,5 Mds€ en 2024 à 1 Md€ en 2025, limitant les investissements verts des collectivités.

Revalorisation des valeurs locatives

La hausse des bases fiscales est fixée à +1,7 % soit un niveau nettement plus faible qu'en 2023 (+7,1%) et 2024 (+3,9%).



SITUATION FINANCIERE RETROSPECTIVE DE LA COMMUNE



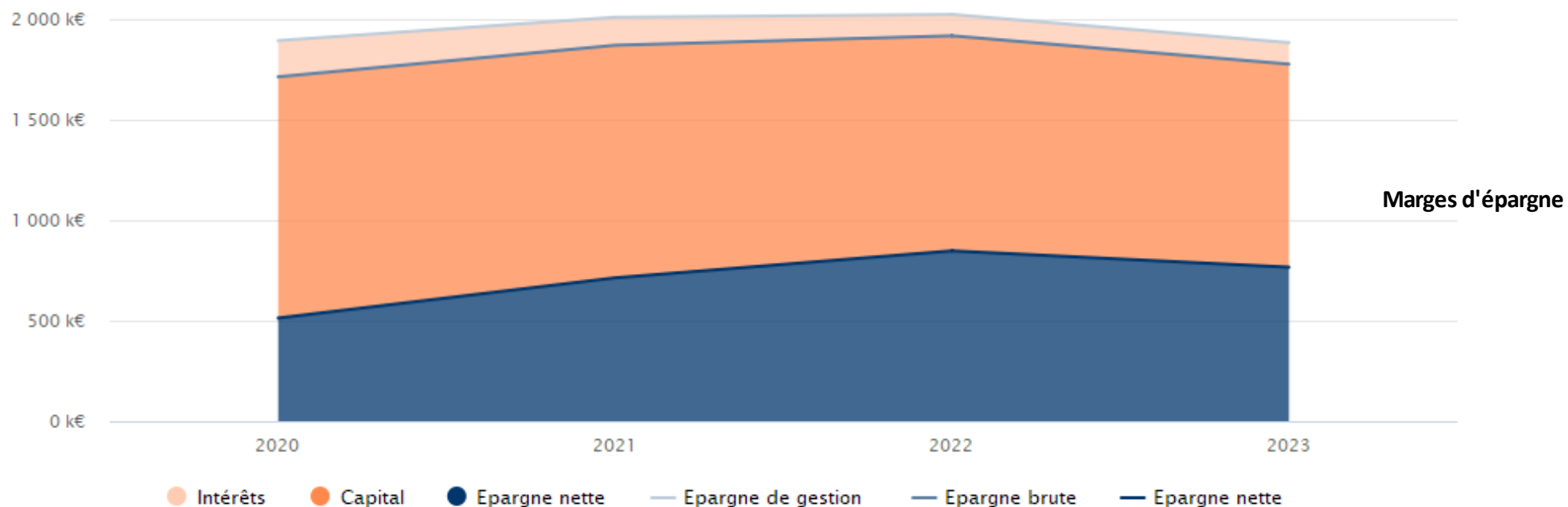
Rétrospective financière 2020 - 2023 Chaîne de l'Épargne

k€	2020	2021	2022	2023
Produits de fonctionnement courant	10 548	11 110	11 521	11 987
- Charges de fonctionnement courant	8 667	9 115	9 567	10 174
= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)	1 881	1 995	1 954	1 813
+ Solde exceptionnel large	12	14	69	70
= Produits exceptionnels larges*	20	20	75	75
- Charges exceptionnelles larges	8	6	6	5
= EPARGNE DE GESTION (EG)	1 893	2 009	2 023	1 883
- Intérêts	180	139	106	107
= EPARGNE BRUTE (EB)	1 713	1 870	1 917	1 776
- Capital	1 200	1 157	1 070	1 010
= EPARGNE NETTE (EN)	513	713	847	766

* y compris financiers hors intérêts (produits et charges) et provisions réelles (dotations et reprises)



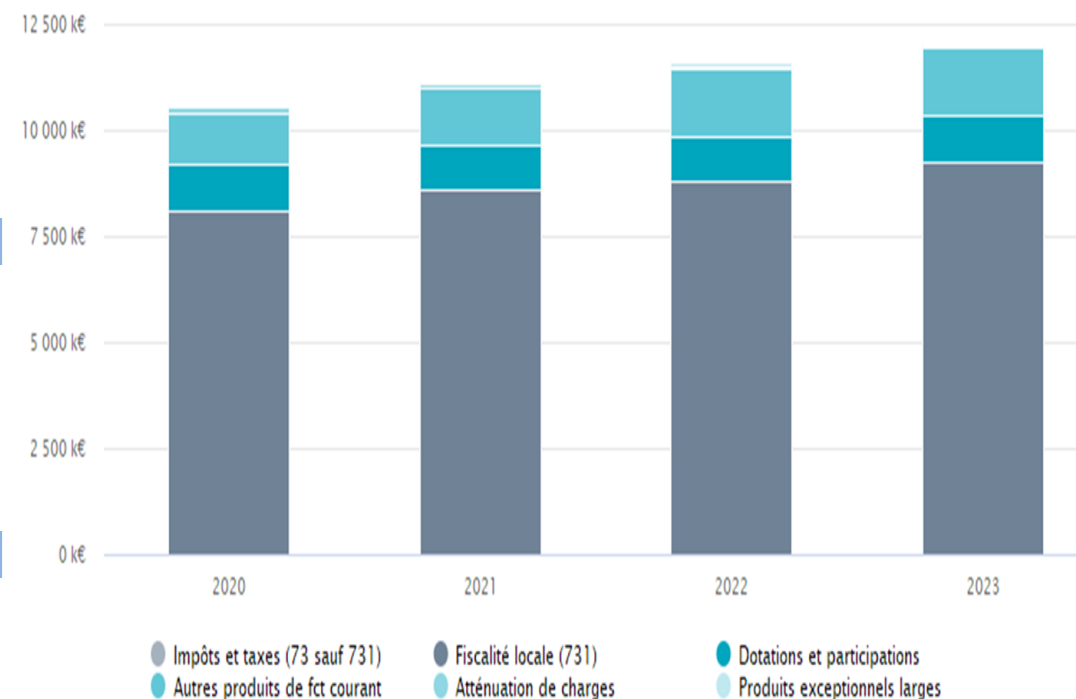
Le niveau d'épargne nette est stable grâce à un excédent brut courant correct, un profil de dette extrêmement favorable (intérêts et capital à rembourser moindres), la collectivité s'endette modérément depuis 2022 avec un déblocage de prêt à hauteur de 1400 k€ en 2022 et en 2023.



Evolution des recettes de fonctionnement 2020 - 2023

Les produits de fonctionnement évoluent de 14,14 % sur la période 2020- 2023.

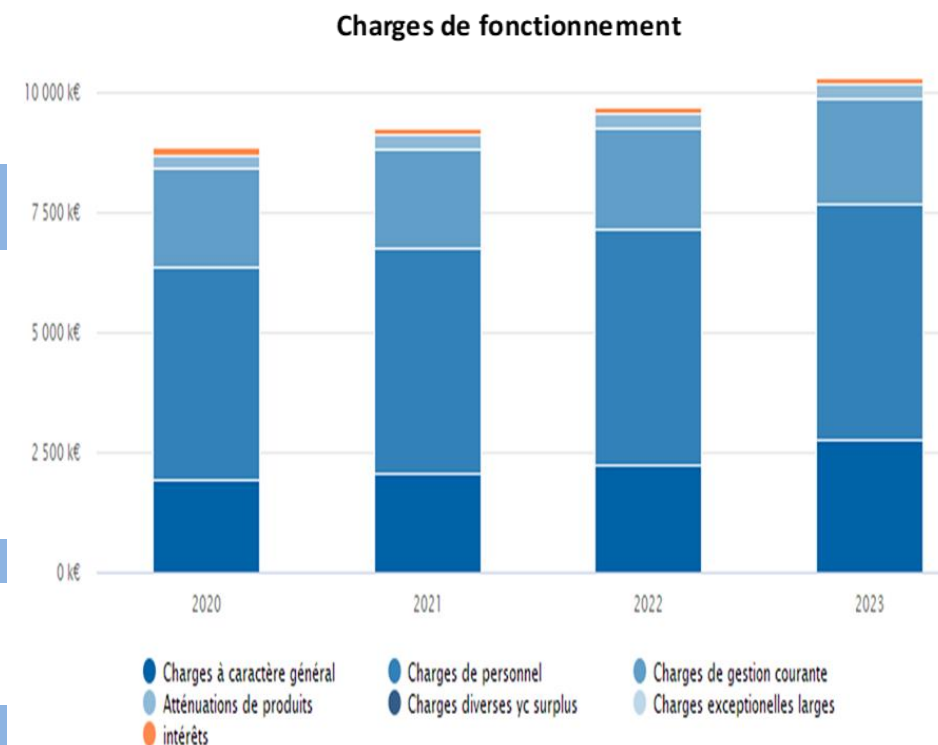
k€	2020	2021	2022	2023	Variation	Proportion
Fiscalité locale (731)	8 119	8 580	8 810	9 244	1 125 14%	77%
Contributions Directes	5 760	5 999	6 288	6 744	984 17%	56%
Dotation de solidarité communautaire	1 132	1 132	1 132	1 157		
Taxe additionnelle DMTO	609	807	750	618		
Taxe sur l'électricité	231	245	246	324		
Attribution FPIC	170	176	178	170		
Taxe locale sur la publicité extérieure	124	126	119	131		
Taxe sur les pylônes électriques	61	62	64	67		
Reversement FNGIR	32	32	32	32		
Dotations et participations	1 103	1 054	1 033	1 103	0 0%	9%
DGF	767	760	748	763		
CAF	134	137	138	150		
Compensations fiscales	171	61	69	69		
Solde participations diverses	26	92	49	56		
Dotation filet de sécurité			0	36		
FCTVA fct	5	4	29	29		
Autres produits de fct courant	1 202	1 368	1 584	1 586	384 32%	13%
Produits des services	779	938	1 122	1 229		
Produits de gestion	423	430	462	357		
Atténuations de charges	124	108	94	54		
Produits de fonctionnement courant	10 548	11 110	11 521	11 987	1 439 14%	99%
Produits exceptionnels (77)	20	20	75	75		
Produits de fonctionnement	10 568	11 130	11 596	12 062	1 494 14%	100%



Evolution des dépenses de fonctionnement 2020 - 2023

Les charges de fonctionnement hors intérêts évoluent de 16,16 % sur la période 2020- 2023.

k€	2020	2021	2022	2023	Variation	Proportion
Charges à caractère général	1 928	2 047	2 225	2 745	817 42%	27%
Energie, Elec	231	276	311	615		
Combustible	8	12	8	12		
Carburant	13	14	14	14		
Alimentation	180	217	241	267		
Solde charges à caractère général	1 496	1 528	1 651	1 837		
Charges de personnel	4 446	4 708	4 908	4 933	487 11%	48%
Autres charges de gestion courante	2 034	2 056	2 143	2 208	174 9%	22%
Citédia	466	384	393	421		
OGEC	453	469	494	500		
Syndicats	384	416	469	450		
Associations	431	443	441	477		
Subvention au CCAS	147	156	135	135		
Piscine intercommunale	0	0	0	21		
Solde autres charges de gestion c	153	188	211	204		
Atténuations de produits	259	304	291	288	29 11%	3%
Contribution SRU	0	45	32	28		
Attribution Compensation versée	259	259	259	259		
Solde atténuations de produits	0	0	0	1		
Charges de fonctionnement courant	8 667	9 115	9 567	10 174	1 507 17%	100%
Charges exceptionnelles larges	8	6	6	5		
Charges de fct hors intérêts	8 675	9 121	9 573	10 179	1 504 17%	
Intérêts	180	139	106	107		
Charges de fonctionnement	8 855	9 260	9 679	10 286	1 431 16%	



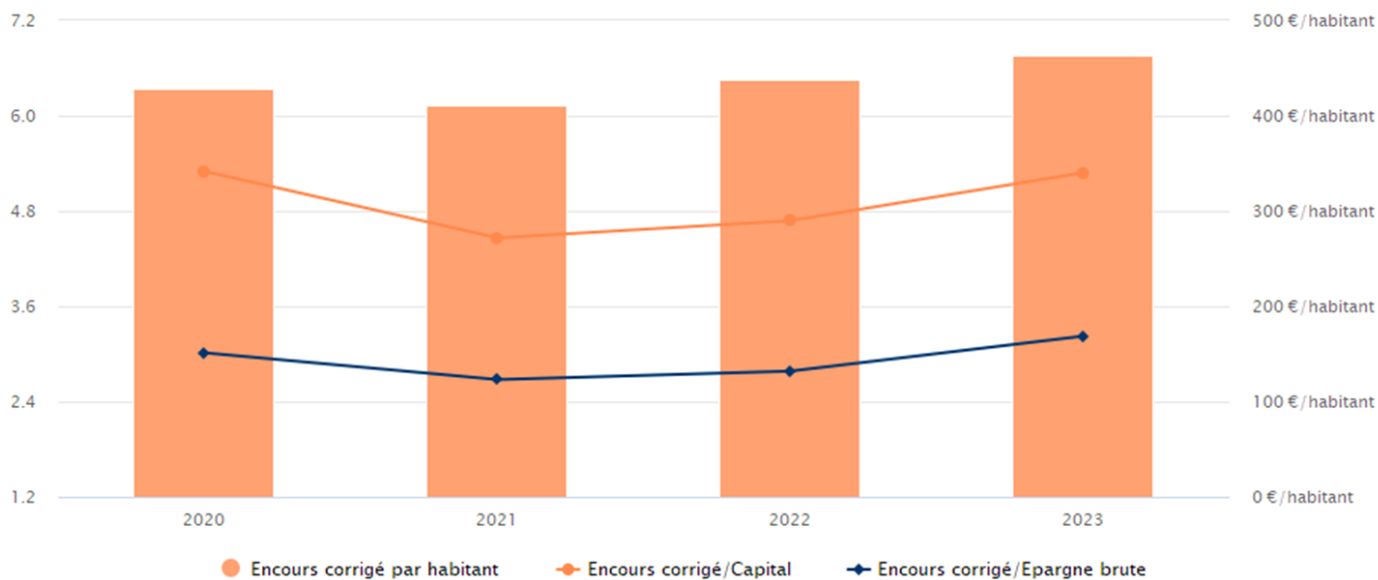
Ratios de dette

Annuité de la dette

k€	2020	2021	2022	2023
Capital	1 200	1 157	1 070	1 010
Intérêts	180	139	106	107
Annuité de la dette	1 380	1 296	1 176	1 117

Ratios de dette

	2020	2021	2022	2023
Encours brut (en k€)	5 162	5 005	5 335	5 725
Epargne brute	1 713	1 870	1 917	1 776
= Encours / Epargne brute	3,0	2,7	2,8	3,2
Encours par habitant (en €)	428,9	411,9	437,7	463,3

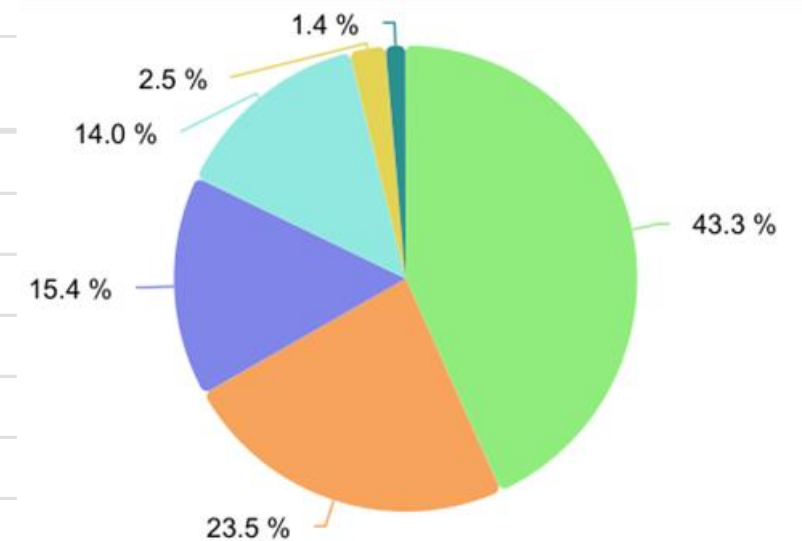


La capacité de désendettement (Encours/Epargne brute) reste proche de 3 années et conforte la marge de manœuvre.

La synthèse de la dette

1/ Répartition de l'encours de 5 972 k€ par prêteurs au 31 12 2024

Prêteur	%	Montant
Autres Prêteurs Divers	43,26	2 583 809,47
CREDIT MUTUEL	23,51	1 404 166,96
CAISSE D'EPARGNE	15,38	918 322,35
CREDIT AGRICOLE	13,95	833 333,30
ARKEA	2,51	150 000,33
Banque Commerciale pour le Marché de l'Entreprise	1,38	82 703,33
TOTAL		5 972 335,74



La dette pacéenne est contenue et prédéterminée puisqu'à 100 % en taux fixe.

Durée de vie moyenne	Montant
< 5 ans	1 812 335,82
5 - 10 ans	4 159 999,92
TOTAL	5 972 335,74

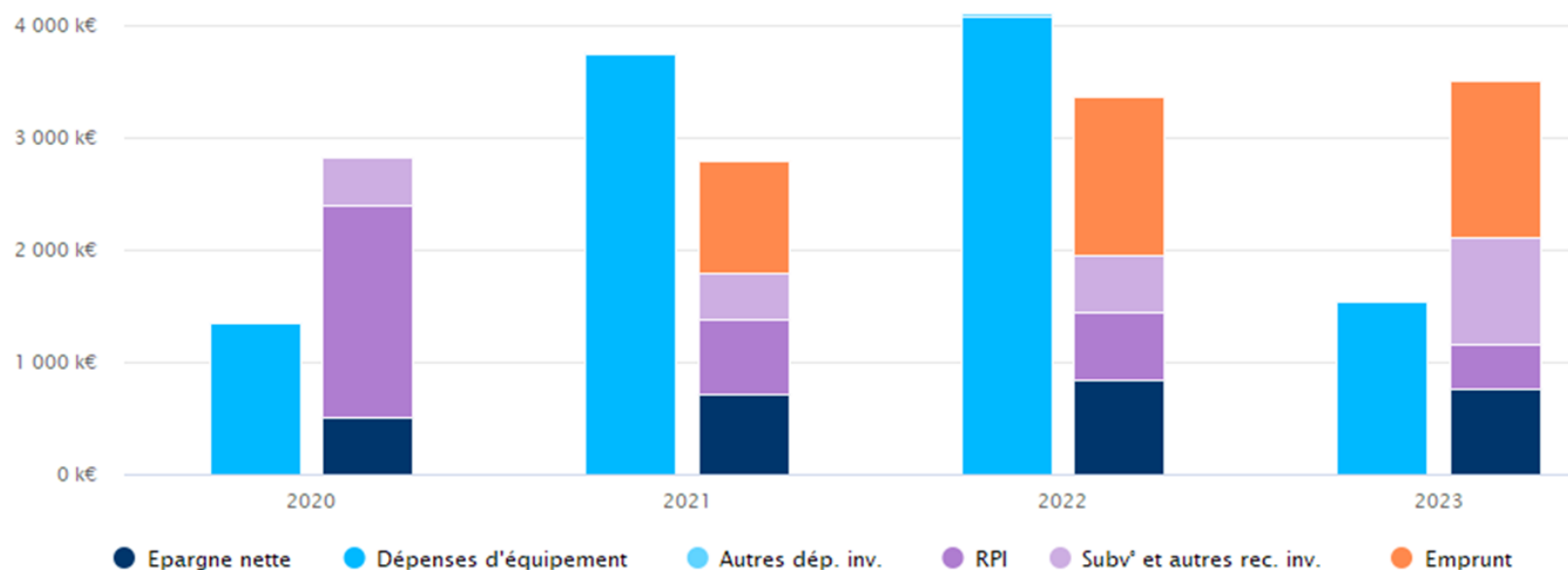
Financement de l'investissement

k€	2020	2021	2022	2023
Dép d'inv hors annuité en capital	1 350	3 754	4 110	1 535
Financement de l'investissement	2 825	2 789	3 358	3 510
EPARGNE NETTE	513	713	847	766
Ressources propres d'inv. (RPI)	1 880	663	598	389
FCTVA	401	209	523	338
Produits des cessions	1 474	452	32	0
Diverses RPI	5	2	43	51
Participation Aménageur	295	295	295	296
Subventions yc DETR / DSIL	137	118	218	659
Emprunt	0	1 000	1 400	1 400
Variation du résultat global de clôture	1 475	- 965	- 752	1 975

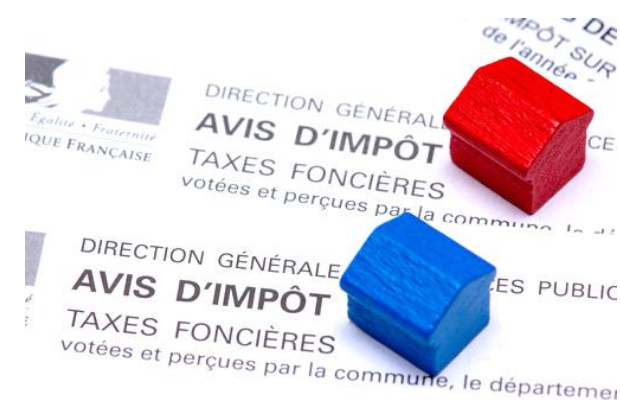
Cumul	QP en moyenne sur 4 ANS
10 749	
12 482	
2 839	23%
3 530	28%
1 471	
1 958	
101	
1 181	9%
1 132	9%
3 800	30%
1 733	

Sur la période 2020-2023, les cessions foncières et la participation des aménageurs contribuent pour 3,139 M€ (25%), l'épargne nette pour 2,839 M€ (23%), l'emprunt pour 3,800 M€ (30%), au financement de l'investissement.

	2020	2021	2022	2023
Résultat Global de Clôture (RGC)	2 662	1 697	943	2 944



Taux de Foncier Bâti (en %)					
Taux constitué de la part départementale depuis 2021 (19,9%) et de la part communale	2021	2022	2023	2024	Evolution 2021/2024
Bruz	41,84	41,84	41,84	45,34	8,37%
Noyal- Chatillon	43,78	43,78	43,78	43,78	0,00%
Betton	40,85	40,85	40,85	43,71	7,00%
Le Rheu	40,60	40,60	43,60	43,60	7,39%
St Jacques	39,87	39,87	39,87	41,86	4,99%
Chantepie	38,71	39,87	39,87	41,07	6,10%
Vern sur Seiche	40,96	40,96	40,96	40,96	0,00%
Thorigné Fouillard	38,75	38,75	40,69	40,69	5,01%
Mordelles	36,00	36,00	36,00	39,50	9,72%
Acigné	38,10	38,10	38,10	38,10	0,00%
St Grégoire	36,48	37,43	37,43	37,43	2,60%
Pacé	37,09	37,09	37,09	37,09	0,00%
Chartres de Bretagne	33,31	33,31	35,50	35,50	6,57%
Cesson Sévigné	32,44	32,44	32,44	35,04	8,01%



Pacé a maintenu ses taux de fiscalité constants depuis 2010, soit durant 14 ans, en développant ses services rendus aux anciens et nouveaux habitants, en adéquation avec leurs besoins. La vie associative a été renforcée et le tissu économique du territoire a été enrichi.

L'évolution de la part communale de TFB sur la période résulte donc exclusivement des revalorisations nominales des bases obligatoires, indexées par l'Etat sur l'évolution d'une inflation qui impacte tout autant les propriétaires que le fonctionnement de l'ensemble des collectivités locales.

FISCALITE 2024 - Communes de Rennes Métrop

Communes	Foncier Bâti Taux	ORDRE CROISSANT RANG SUR 43
Cesson-Sévigné	35,04	1
Chartres de Bretagne	35,50	2
L'Hermitage	35,64	3
Montgermont	35,94	4
Pacé	37,09	5
Saint-Grégoire	37,43	6
Saint-Gilles	37,47	7
Langan	37,52	8
Acigné	38,10	9
Brécé	38,63	10
Saint-Erblon	38,86	11
Chavagne	39,07	12
Mordelles	39,50	13
La Chapelle Thouarault	40,00	14
Orgères	40,00	15
Romillé	40,00	16
Miniac-sous-Bécherel	40,02	17
La Chapelle-Chaussée	40,20	18
Bécherel	40,35	19
Thorigné-Fouillard	40,69	20
Vezein-Le-Coquet	40,76	21

Communes	Foncier Bâti Taux	ORDRE CROISSANT RANG SUR 43
Vern sur Seiche	40,96	22
Clayes	40,98	23
Chantepie	41,07	24
Parthenay de Bretagne	41,29	25
Nouvoitou	41,40	26
Corps-Nuds	41,49	27
Gévezé	41,50	28
Saint-Jacques	41,86	29
La Chapelle des Fougeretz	41,87	30
Pont-Péan	42,90	31
Cintré	43,57	32
Le Rheu	43,60	33
Betton	43,71	34
Noyal-Châtillon sur Seiche	43,78	35
Bourgbarré	43,90	36
Le Verger	44,32	37
Chevaigné	44,67	38
Laillé	44,92	39
Bruz	45,34	40
Rennes	45,66	41
Saint-Armel	47,23	42
Saint-Sulpice	50,38	43

En 2024, Il ressort que Pacé a le 5^{ème} taux de foncier bâti le plus faible sur les 43 communes que compte la métropole rennaise.

DGF

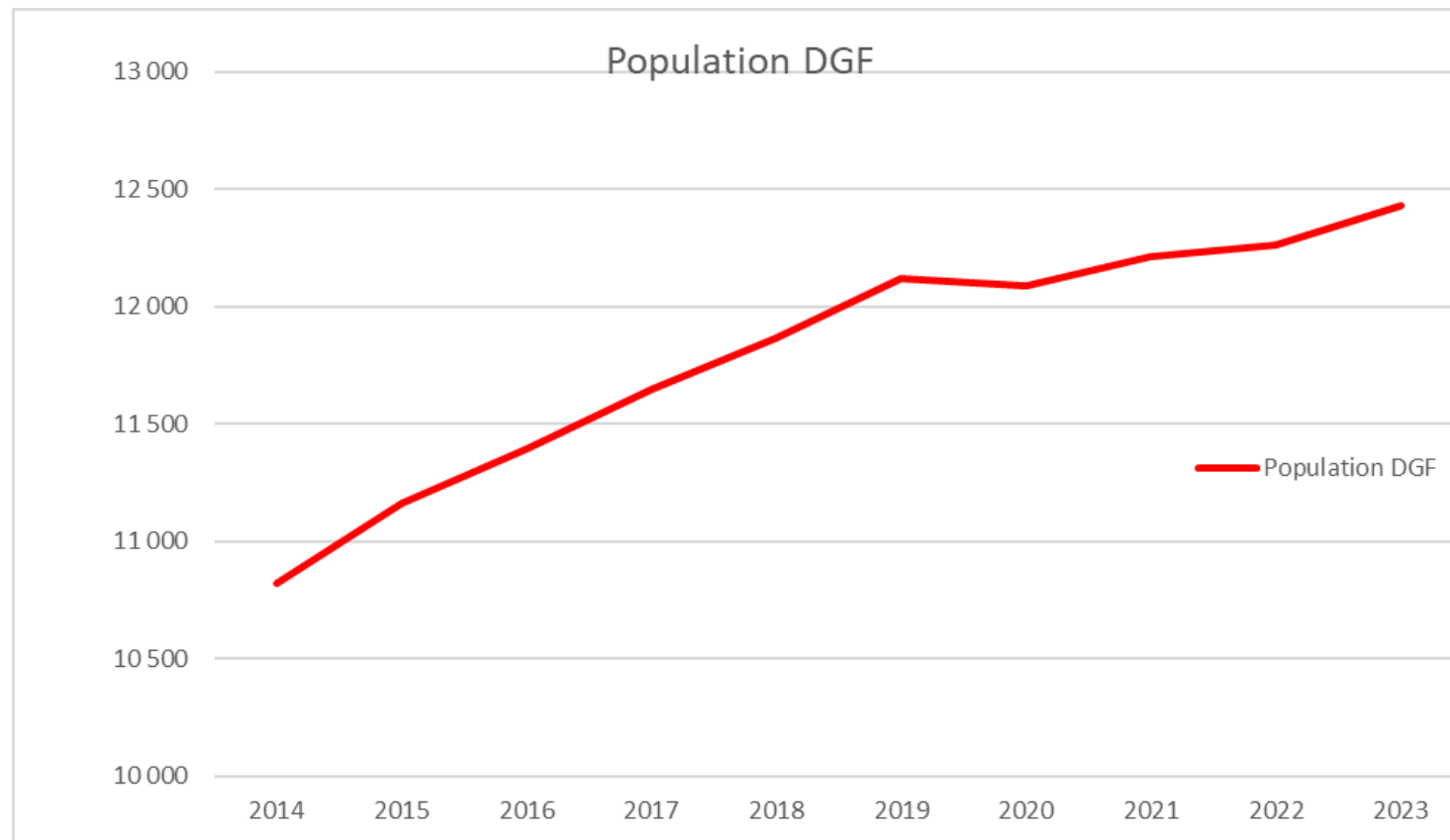
K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Dotation forfaitaire (DF)	1 180	1 004	804	707	706	707	686	679	670	687
Effet variation de population	60	33	22	25	22	25	-3	12	4	17
Effet prélèvement pour péréquation	-10	-30	-30	-30	-22	-24	-18	-20	-14	0
Contribution RFP	-79	-180	-192	-93	0	0	0	1	0	0
+ Dotation aménagement (DSU, DSR, DNP)	220	193	187	175	160	147	81	81	78	76
dont DSU	114	114	114	102	85	57	0	0	0	0
dont DNP	106	80	73	73	75	90	81	81	78	76
= DGF	1 400	1 198	991	882	866	854	767	760	748	763
PERTES DE DGF DE 2014 A 2023		203	409	519	534	546	633	640	652	637
TOTAL PERTES DE DGF EN CUMULE										4 773

Compte tenu de la contribution au redressement des finances publiques, supportée par sa dotation forfaitaire, de 2014 à 2017 inclus, de la disparition progressive de sa DSU depuis 2017 ainsi que de l'effet péréquation, Pacé a perdu environ 4,8 M€ de produit de DGF entre 2014 et 2023.

Le niveau 2017 de contribution au redressement des finances de l'Etat continue ainsi à produire durablement ses effets. Notre DGF s'établit ainsi à 763 k€ en 2023 contre 1 400 k€ en 2014.

Population pacéenne

Population DGF	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Population recensée de n-1	10 240	10 783	11 121	11 348	11 596	11 817	12 073	12 036	12 151	12 189
+ Variation de population	543	338	227	248	221	256	-37	115	38	169
= Population recensée	10 783	11 121	11 348	11 596	11 817	12 073	12 036	12 151	12 189	12 358



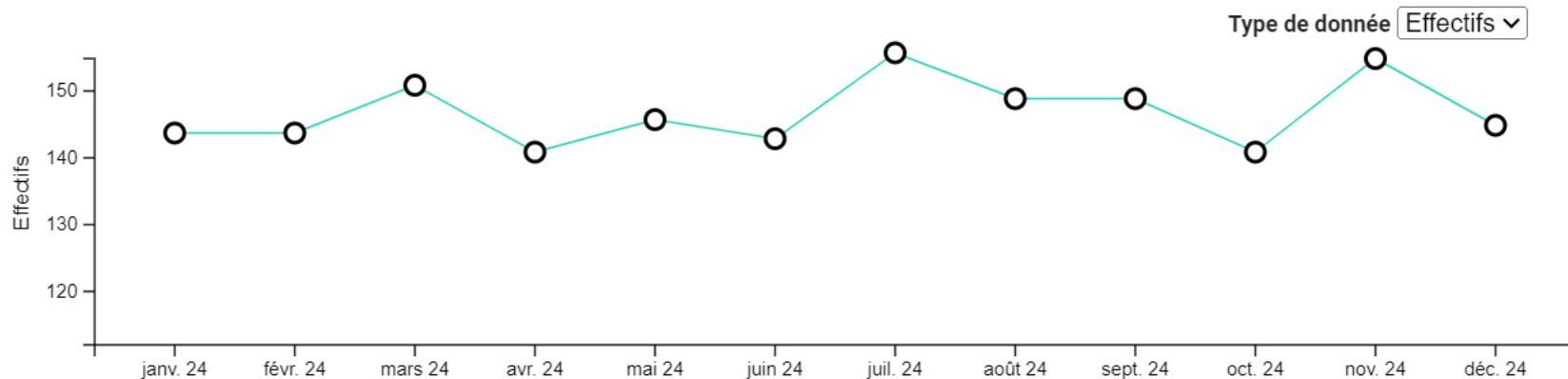
➔ La réalisation de la ZAC BCT (Bourg- Clais- Touraudière) permettra un apport en population progressif à compter de 2024 au fil des livraisons des logements individuels et collectifs.

LA MASSE SALARIALE, LES EFFECTIFS ET LE TEMPS DE TRAVAIL 2024 - 2025




LA STRUCTURE DES EFFECTIFS


- Au 31 décembre 2024, les effectifs du personnel communal s'établissent de la façon suivante:



Effectifs / ETP



↑145 Effectifs
Nombre d'effectifs



↓116,42 ETP
Nombre d'ETP

2024	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total	Moyenne
Effectifs	143,87	143,87	150,87	140,87	145,87	142,87	155,87	148,87	149,01	141	155,01	145,01	1763	147
Evolution M-12 Effectifs	0,05	0,07	0,06	0,04	-0,01	0,00	0,02	0,06	-0,01	-0,03	-0,02	0,01		
ETP	116,41	118,18	118,16	117,93	116,49	121,43	116,45	112,11	116,84	117,99	118,82	116,42	1407,23	117,27
Evolution M-12 ETP	0,00	0,03	0,04	0,02	0,01	0,01	0,00	0,00	0,02	-0,01	-0,06	-0,03		

LA STRUCTURE DES EFFECTIFS

- Au 31 décembre 2024, les effectifs du personnel communal s'établissent de la façon suivante:



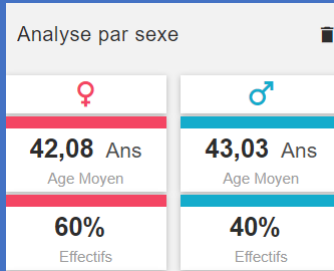
Répartition globale au dernier mois

- **Catégorie C** : 73,15%
- **Catégorie A** : 15,94%
- **Catégorie B** : 9,75%
- **Autres** : 1,16%

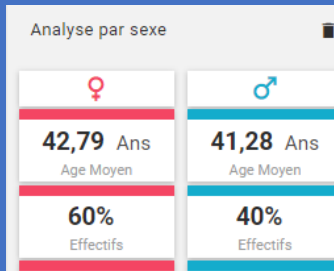
% masse salariale

LA STRUCTURE DES EFFECTIFS

En 2023

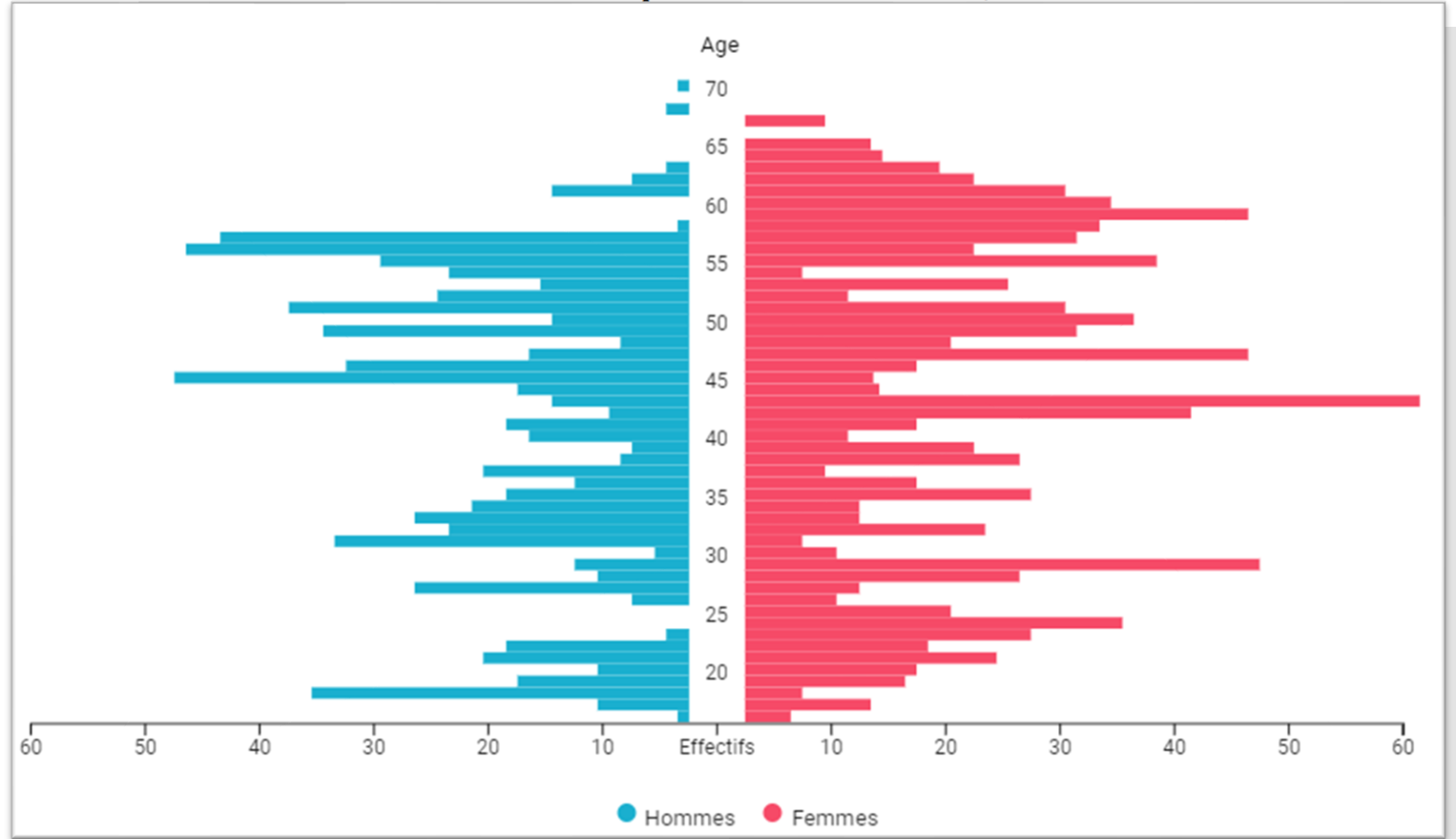


En 2024



Age de vos effectifs

Les élus et conseiller ESE sont exclus de cette analyse



2024	Age minimum	Age moyen	Age maximum
Titulaires	20 ans	47 ans	63 ans
Contractuels de droit public	16 ans	35 ans	67 ans
Contractuels de droit privé	16 ans	20 ans	23 ans
Vacataires	16 ans	23 ans	72 ans
Autres	42 ans	50 ans	68 ans

Les éléments de rémunération

2021

Coût moyen

2 586 €

Coût brut chargé
moyen (effectifs)

↑ 4,93%

Salaire brut moyen

1 815 €

Salaire brut moyen (effectifs)

↑ 3,16%

2022

Coût moyen

2 803 €

Coût moyen
(effectifs)

↑ 12,72 %

Dépense brute moyenne

1 969 €

Dépense brute
moyenne (effectifs)

↑ 12,73 %

2023

Coût moyen

2 804 €

Coût moyen (effectifs)

↑ 1,92 %

Dépense brute moyenne

1 980 €

Dépense brute moyenne (effectifs)

↑ 2,46 %

2024

Coût moyen

2 750 €

Coût moyen
(effectifs)

↓ -1,92 %

Dépense brute moyenne

1 931 €

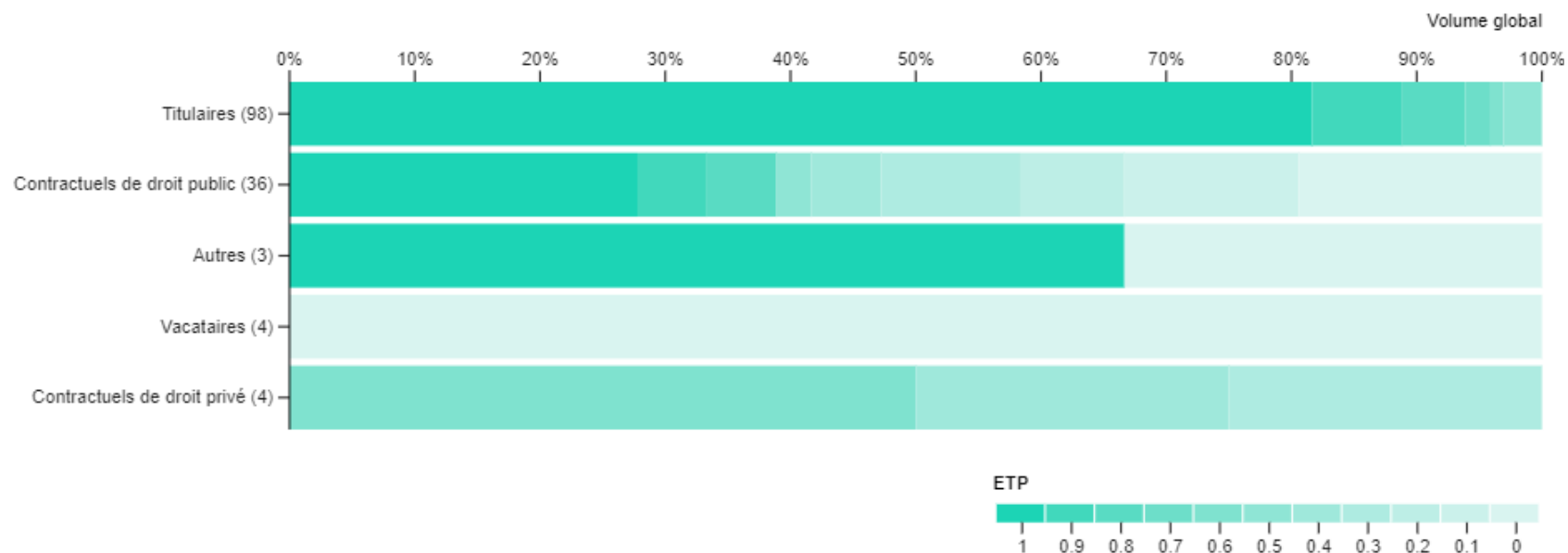
Dépense brute
moyenne (effectifs)

↓ -2,47 %

La durée effective du travail

1 607 h/an

Temps de Travail sur les 12 derniers mois



Regroupement Profils	Pourcentage d'effectifs à temps plein	Nombre d'effectifs à temps plein
Titulaires	81,63 %	80
Contractuels de droit public	27,78 %	10
Autres	66,67 %	2

Les conséquences des évolutions exogènes de 2024

Impact financier lié à la mesure spécifique d'ajout de 5 points à l'ensemble des agents



Profil de rémunération	Coût en € sur 2024
Titulaire CNRACL	39 909,78
Contractuel indiciaire mensualisé	5 257,56
Contractuel indiciaire horaire	2 670,61
Total	47 837,95

Les perspectives d'évolution des richesses humaines 2024 - 2025

- La prévision actualisée des dépenses sur le chapitre 012 pour l'exercice 2025 indique une croissance budgétaire de **5,9%** par rapport au compte administratif prévisionnel 2024.
- La hausse des dépenses sur le chapitre 012 est estimée à **300 749 €**.

- **Atterrissage prévisionnel 2024 :**
 - **5 118 394.15€**
- **Dépenses prévisionnelles 2025 :**
 - **5 419 144,09€**

EVOLUTION DU
PREVISIONNEL 2024 /
PROJET BP 2025
+ 5,9%
soit 300 749€

Les
perspectives
d'évolution
des richesses
humaines
2024 - 2025

Impacts des mesures réglementaires exogènes à la collectivité

- Hausse du taux de cotisation CNRACL (+ 4 points à compter du 1^{er} mai 2025) : 63 848,71 €
- Hausse du taux de cotisation URSSAF (+ 1 point) : 22 884, 02 €
- Revalorisation du SMIC en septembre (+ 2%) : 5 228,88€
- Suppression de la GIPA : - 3 500,76 €

Les
perspectives
d'évolution
des richesses
humaines
2024 - 2025

Principaux impacts des mesures endogènes à la collectivité

- 2 recrutements ETP (médiathèque et cadre de vie) : 70 000 €
- 1 recrutement ETP bâtiment / logistique en cours d'année : 25 000 €
- La participation à la prévoyance « Territoria » : 5 000 €
- Les titres restaurants à compter du 1^{er} février 2025 : 79 000 € (recette de 39 500 €)

Les perspectives d'évolution des richesses humaines 2024 - 2025

Profil de rémunération	janv.	févr.	mars	avr.	mai	juin	juil.	août	sept.	oct.	nov.	déc.	Moyenne
2024	113,13	114,76	114,58	114,91	113,48	114,96	114,16	110,52	114,45	116,99	115	113,64	114,22
Titulaire CNRACL	90,9	93,85	93,99	94	94,06	94,06	95,16	93,26	94,13	94,42	94,42	92,53	93,73
Contractuel indiciaire mensualisé	11,64	10,16	10,64	10,64	10,64	10,64	10,64	10,64	8,89	9,63	9,62	9,62	10,28
Contractuel indiciaire horaire	8,26	8,27	7,99	8,31	7,25	7,34	6,44	5,09	9,26	10,77	8,79	9,32	8,09
Apprenti	1,8	1,96	1,96	1,96	1,53	1,92	1,92	1,53	2,17	2,17	2,17	2,17	1,94
2025	114,9	114,91	114,11	115,43	114,37	115,46	113,56	112,21	117,38	118,89	116,9	117,44	115,46
Titulaire CNRACL	94,33	94,33	94,33	95,33	95,33	95,33	95,33	95,33	96,33	96,33	96,33	96,33	95,41
Contractuel indiciaire mensualisé	9,62	9,62	9,62	9,62	9,62	9,62	9,62	9,62	9,62	9,62	9,62	9,62	9,62
Contractuel indiciaire horaire	8,25	8,27	7,99	8,31	7,25	7,34	6,44	5,09	9,26	10,77	8,78	9,32	8,09
Apprenti	2,17	2,17	2,17	2,17	2,17	2,17	2,17	2,17	2,17	2,17	2,17	2,17	2,17

PROSPECTIVE FINANCIERE 2024-2027



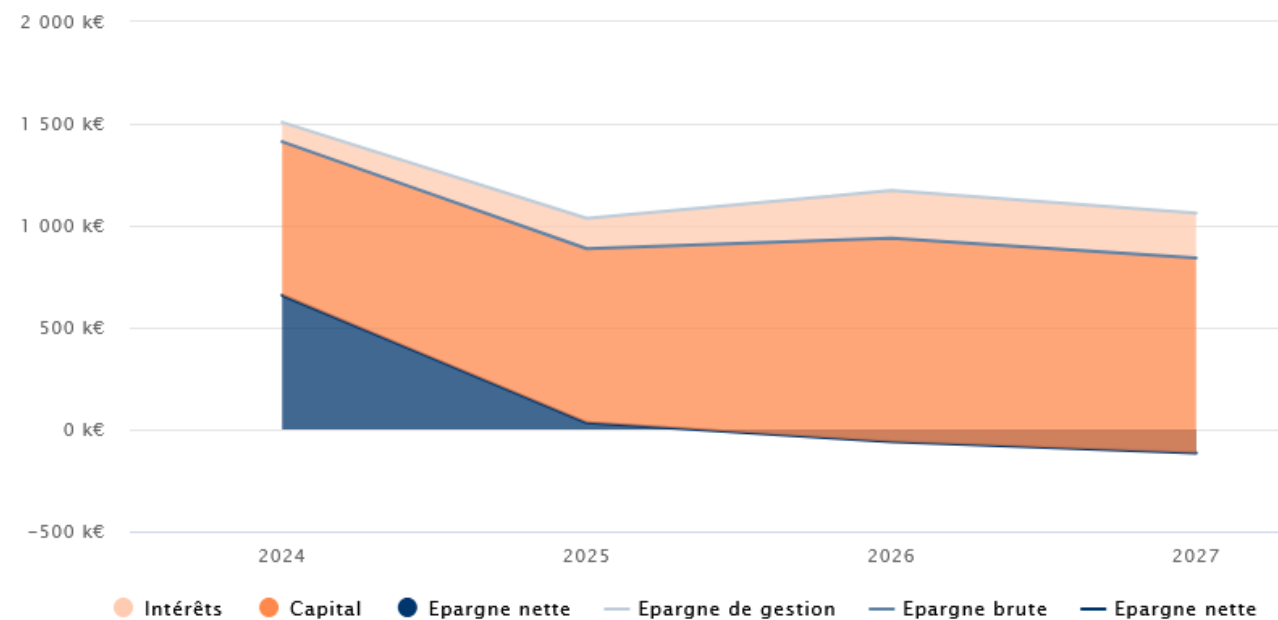
Chaîne de l'épargne

Chaîne de l'épargne

k€	2024	2025	2026	2027
Produits de fonctionnement courant	12 259	12 244	12 520	12 713
- Charges de fonctionnement courant	10 753	11 181	11 350	11 654
= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)	1 507	1 062	1 170	1 059
+ Solde exceptionnel large	0	-27	3	3
= Produits exceptionnels larges*	12	10	10	10
- Charges exceptionnelles larges*	12	37	7	7
= EPARGNE DE GESTION (EG)	1 507	1 035	1 173	1 062
- Intérêts	95	149	234	221
= EPARGNE BRUTE (EB)	1 412	887	939	841
- Capital	753	854	998	956
= EPARGNE NETTE (EN)	659	33	-59	-115

L'épargne nette passerait en moyenne de 710 k€ annuels sur la période rétrospective 2020-2023 à 129 k€ sur 2024- 2027.

Marges d'épargne

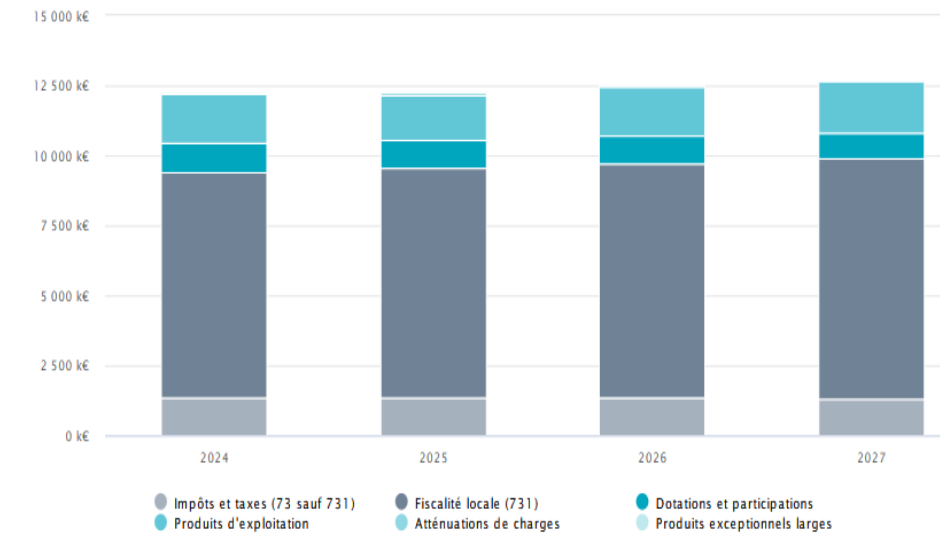


1 Encours et délai d'extinction de la dette

k€	2024	2025	2026	2027
Encours corrigé au 31.12	5 972	9 776	9 144	10 311
/ Epargne brute	1 412	887	939	841
= ENCOURS corrigé au 31/12 / EPARGNE B...	4,2	11,0	9,7	12,3

k€	2024	2025	2026	2027	Variation	Proportion
Impôts et taxes (73 sauf 731)	1 369	1 344	1 328	1 296	- 48 -4%	10%
Dotation de solidarité communautaire	1 173	1 152	1 152	1 152		
Reversement FNGIR	32	32	32	32		
Attribution FPIC	164	160	144	112		
Fiscalité locale (731)	8 030	8 199	8 391	8 588	389 5%	68%
Contributions Directes	7 072	7 287	7 469	7 657		
Taxe additionnelle DMTO	502	450	450	450		
Taxe sur les pylônes électriques	74	75	76	78		
Taxe locale sur la publicité extérieure	129	131	134	136		
Taxe sur l'électricité	250	256	262	267		
Solde fiscalité locale	4	0	0	0		
Dotations et participations	1 033	986	957	936	- 49 -5%	7%
DGF	745	725	710	695		
FCTVA fct	30	18	0	0		
Compensations fiscales	74	72	74	77		
Solde participations diverses	184	170	173	164		
Autres produits fonctionnement courant	1 785	1 646	1 773	1 821	175 11%	14%
Produits des services	1 363	1 242	1 265	1 289		
Produits de gestion	422	404	508	532		
Atténuations de charges	42	69	70	71	2 4%	1%
Produits fonctionnement courant	12 259	12 244	12 520	12 713	469 4%	100%
Produits exceptionnels larges *	12	10	10	10		
Produits de fonctionnement	12 271	12 254	12 530	12 723	469 4%	

Produits de fonctionnement

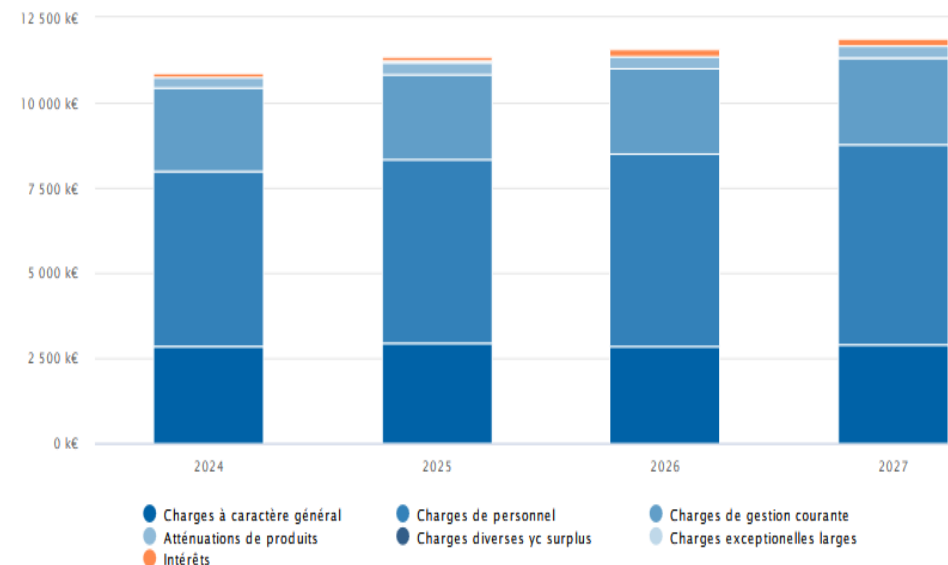


Les produits de fonctionnement évolueraient de 4 % sur la période 2025- 2027.

Evolution des dépenses de fonctionnement 2024-2027

k€	2024	2025	2026	2027	Variation 2025-2027	
					Montant	%
Charges fct courant strictes	10 450	10 821	10 990	11 294		
Charges à caractère général	2 835	2 921	2 848	2 901	- 20	-1%
Dt Energie, Elec	582	500	510	520		
Dt Combustible	14	14	15	15		
Dt Carburant	17	17	17	18		
Dt Alimentation	285	272	275	277		
Dt Location modulaires rénovation GSGG	145	129	0	0		
Dt Solde charges à caractère général	1 792	1 989	2 032	2 072		
Charges de personnel	5 132	5 419	5 652	5 866	447	8%
Autres charges de gestion courante	2 483	2 481	2 490	2 527	46	2%
Dt Citédia	537	480	487	495		
Dt OGEC	531	512	504	509		
Dt Syndicats	455	455	462	469		
Dt Associations	477	480	487	495		
Dt Subvention au CCAS	94	74	76	79		
Dt Piscine intercommunale	122	250	254	258		
Dt Solde autres charges de gestion courante	267	230	220	224		
Atténuations de produits	303	360	360	360	0	0%
Dt Contribution SRU	43	100	100	100		
Dt Attribution Compensation versée à RM	259	259	259	259		
Dt Solde atténuations de produits	1	1	1	1		
Charges de fonctionnement courant	10 753	11 181	11 350	11 654	473	4%
Charges exceptionnelles larges	12	37	7	7		
Frais financiers divers (66 hs int.)	0	31	1	1		
Charges de fct hors intérêts	10 765	11 218	11 357	11 661	443	4%
Intérêts	95	149	234	221		
Charges de fonctionnement	10 860	11 367	11 591	11 882	515	5%

Charges de fonctionnement



Les charges de fonctionnement évolueraient de 5 % sur la période 2025 - 2027.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (en K€)	Réalisé 2024	Total Prev 2025	2026	2027
		3 923	9 630	2 154
Rénovation Ecole G.Gérard tranche 2024	525	2 498		
Centre technique municipal	109	2 056		
Extension médiathèque inclus mobilier pour RFID (46k€)	2 038	1 390		
Réseau de chaleur	51	1 196	300	
Investissements divers et récurrents	330	523	450	450
Réhabilitation restaurant scolaire Ht Chemin	8	377		
Nouveaux locaux police municipale et études	230	302		
Acquisitions (dont m 6 avenue Brizeux 200 et Pie Neuve 50)	53	206		
Aire de jeux inclusive -Espace intergénérationnel EHPAD 3 chênes	0	200		
Acquisition terres de la Fouaye		110		
Pôle enfance jeunesse propreté des locaux (investissements)		108		
Informatique (dont SDN à partir 2022)	110	106	35	
Création de parcours sportif extérieur (Pont de Pacé) et aires de jeux		100	50	50
Etudes urbaine secteur métairie englobant mairie		100		
Modernisation chemins piétons et cyclo	27	80	80	80
Caméras de surveillance		70		
Groupe scolaire du Ht Chemin- Aménagement de la cour		50	75	
Rénovation Ecole G.Gérard - réhabilitation des cours		50	100	100
Extension cimetière Beausoleil	76	38	475	
Le Ponant	44	28		
Extension gendarmerie	164	19		
Aménagement cellule commerciale 6 av Brizeux		15	110	
Halle Simone Veil		8	45	200
Extension mairie 2ème tranche				25
Terrain synthé- éclairage- vestiaires (ZAC BCT)			50	600
Cimetière centre et voies de desserte	80			
Réhabilitation maison de Maxime et sanitaires				47
Réfection Gymnase L.Bobet			50	600
Rénovation piste athlétisme				200
1 véhicule transporteur élec sur batteries/ Désherbeuse et Goupil	78			
Balayeuse propreté				185
Création pk Verger et v nvelle N/S reliant av Brizeux dt démolition parcelle BE 228 - ZAC BCT			84	
Voie nouvelle entre place St Melaine et future place S Veil - ZAC BCT			102	
Nouvelle place carrée - ZAC BCT			67	
Réaménagement Bvd J V et Dumaine Josserie - ZAC BCT			22	
La Claies- rte de Gévezé- carrefours et sentes piétonnes- ZAC BCT			7	
Réaménagement du chemin de la métairie dont EU EP - ZAC BCT			28	
Réaménagement du pk Ecole G Gérard - ZAC BCT			24	

18,2 Millions d'€uros d'investissements sur la période 2024 -2027



2025 verra l'aboutissement de gros projets de notre mandat.



La rénovation du Groupe scolaire Guy Gérard

Le **nouveau centre technique municipal (CTM)** : des locaux fonctionnels pour les agents municipaux garants de services efficaces délivrés aux pacéens



La médiathèque devient TOTEMS - Des espaces innovants et agrandis offrant des usages renouvelés

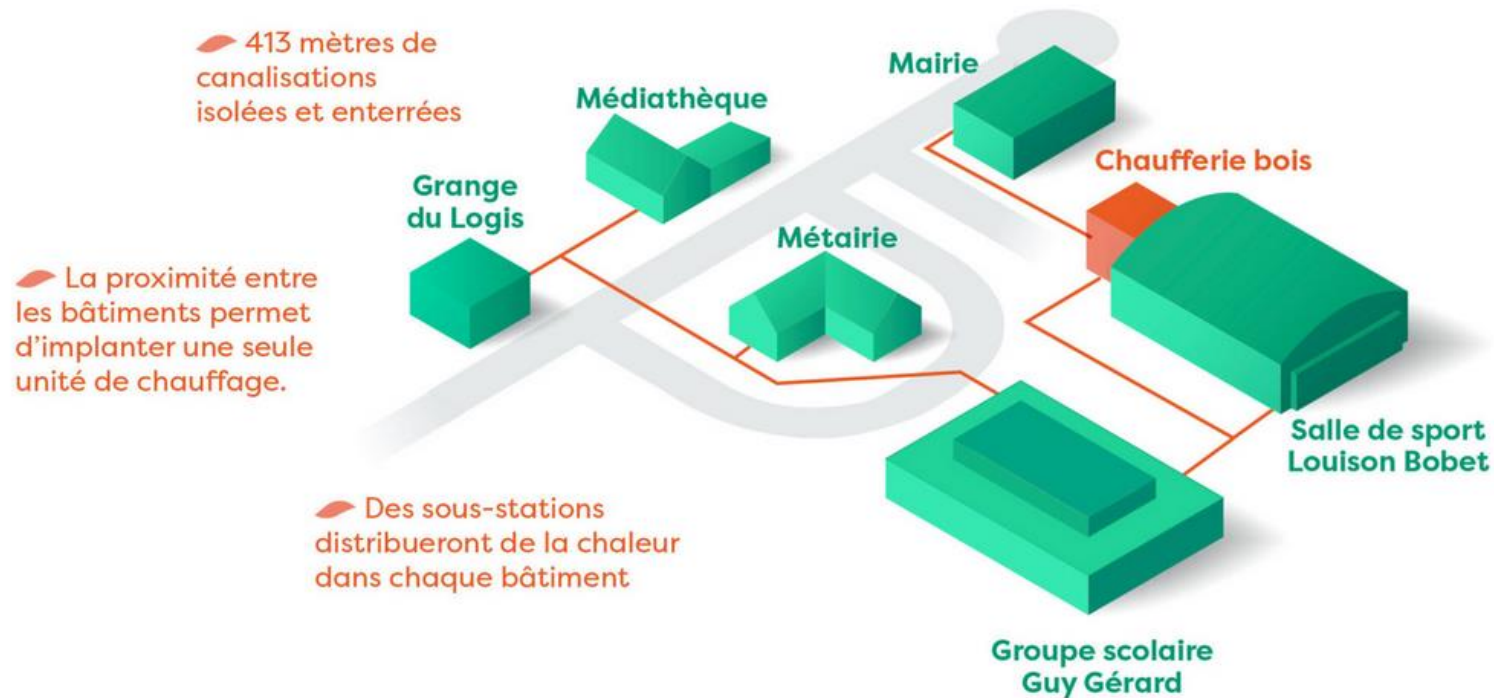
Côté Parc



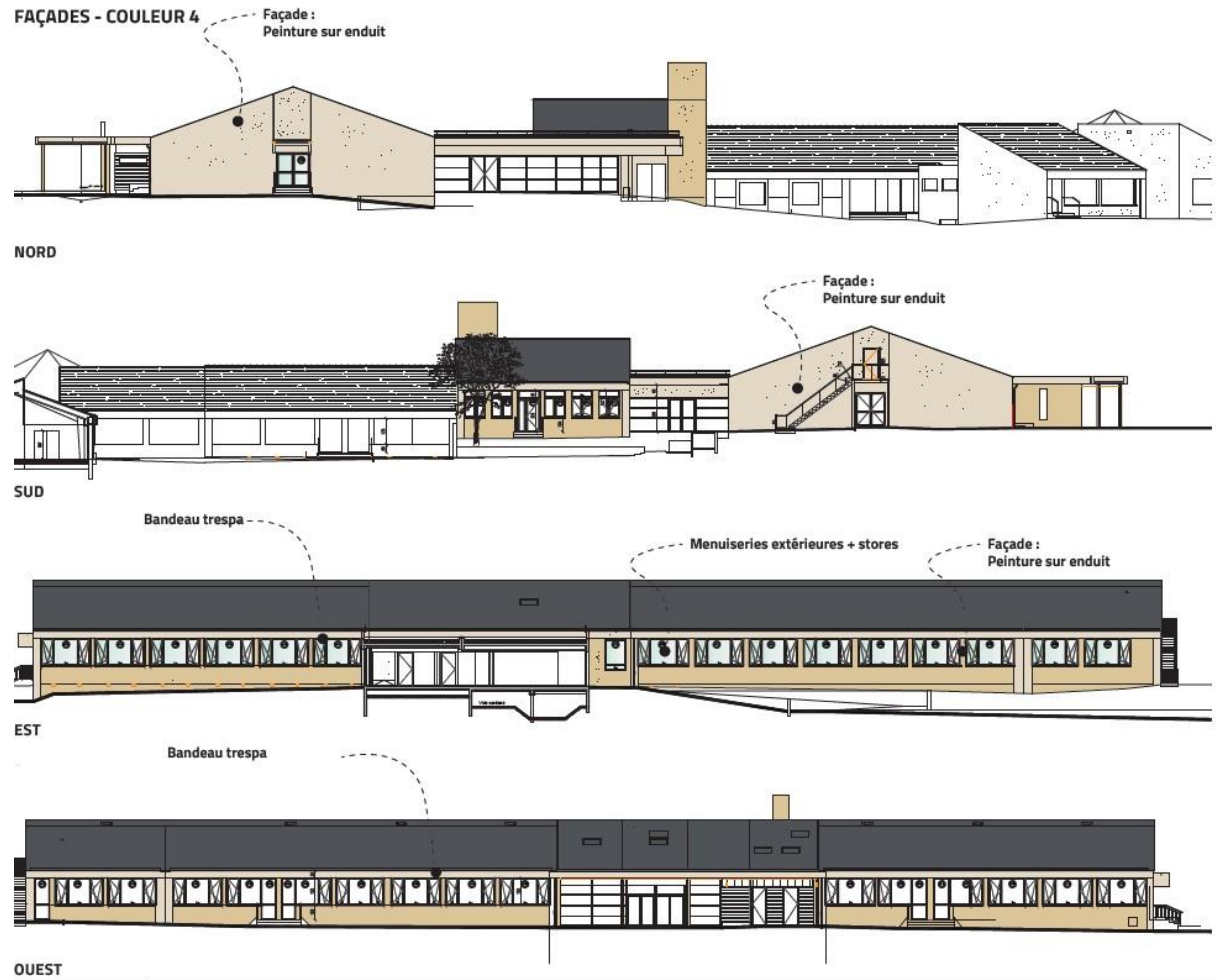
Côté Rue



Le réseau de chaleur biomasse en réponse à la transition écologique et aux économies d'énergie



La rénovation du Groupe scolaire Guy Gérard



COUVERTURE

Ardoise naturelle
 Grilles de couverture RAL 7015
 Fenêtres de toit RAL 7015



Panneaux photovoltaïques

MURS

Bandeau trespa
 Cream White



Peinture sur enduit RAL 1013 (Blanc perlé)

Peinture sur enduit RAL 1014 (Ivoire)



MENUISERIES EXTERIEURES

Appuis de menuiseries RAL 8019 (Brun gris)
 Menuiseries ext. RAL 8019 (Brun gris)
 Profils alu coulisses RAL 8019 (Brun gris)
 Bavettes Alu RAL 8019 (Brun gris)



Stores solaires ext.



Le Centre aquatique intercommunal



Prospective financière 2024- 2027 Le financement des projets d'investissement 2024-2027

k€	2024	2025	2026	2027	Cumul	QP en moyenne sur 4 ANS
Dépenses d'investissement hors annuité en capital	3 923	9 630	2 154	2 537	18 244	
Financement des investissements	2 604	8 005	2 154	2 537	15 300	
Epargne nette	659	33	- 59	- 115	518	3%
Ressources propres d'investissement (RPI)	412	589	1 287	288	2 576	17%
FCTVA	214	579	1 287	288	2 368	
Produits des cessions	198	0	0	0	198	
Diverses RPI	0	10	0	0	10	
Participation Aménageur	226	289	510	168	1 193	8%
Subventions yc DETR / DSIL	307	2 436	50	73	2 866	19%
Emprunt	1 000	4 657	366	2 123	8 147	53%
Variation du résultat global de clôture	- 1 319	- 1 625	0	0	- 2 944	

Sur la période 2024-2027 un volume d'investissements de 18,2 M€ est prévu.

L'emprunt contribue pour 8,1 M€, les subventions pour 2,9 M€, l'épargne nette pour 0,518 M€, les cessions foncières et participation aménageurs pour 1,4 M€, au financement de ces équipements.

